Le Bulletin Quotidien, 24 janvier 2014









Le Sénat s'oppose unanimement à la réforme du droit des contrats et du régime des obligations par voie d'ordonnances

Le Sénat a adopté hier l'examen du projet de loi de modernisation et de simplification dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, sur lequel le gouvernement a engagé la procédure accéliérée (cf. "6Q" du 28 novembre). Ce texte habilite le gouvernement à prendre par ordonnance des mesures de simplification du droit et des procédures, allant de la réforme du Tribunal des conflits à la transmission par voie électronique des convocations, avis ou documents nécessaires au déroulement de procédure met les tribunaux et les justiciables, en passant par la réforme du droit des contrats et du régime des obligations.

C'est à ce demier volet, qui est au cœur du projet de loi, que les sénateurs se sont massivement opposés. Ils ont ainsi reje<u>ré par 346 volx contra et une volx pour un amendement du gouvernement vision à l'elimodorie dans le projet de loi l'article 2, qui autoris le recours aux ordonnances pour réformer le dirioi des contrats et le régime des obligations et qui avait été suppriné par la commission des tois (cf. 18°C) de 16 janvier).</u>

Si une réforme est nécessaire, «vu son importance, il est impensable qu'elle échappe au Parlement», a fait valoir le rapporteur (PS) Thani Mohamed SOILIHI. Le président (PS) de la commission des Lois <u>Faan-Pierre SUEUR</u> a renchéri en estimant que «la procédure des ordonnances ne doit pas «s'apiquer aux grands sujets comme le droit des contrats, le Code civil». Il a proposé à la <u>sénatire (EEUV) du Val-de-Marme Esther BENBASSA «de rédiger dans les formes un projet de loique la commission des lois inscrirait à l'ordre du jour dans une semaine de contrôle, par exemple en mai.</u>

Les sénateurs ont en revanche adopté l'amendement du gouvernement réformant le Tribunal des conflits (d. 1907 de 12 janvier). Cette réforme modifie la composition et la présidence du Tribunal des conflits, donne la possibilité à son président de stature par ordonnance lorsque la solution du litige emporte une solution évidente, étend les compétences du Tribunal des conflits au profit du justiciable et actualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit du la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits au profit de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits de la catualise de la catualise les textes régissant la procédure devant le Tribunal des conflits de la catualise de la ca